

NÉCESSITÉ D'UNE DERNIÈRE DÉBÂCLE POLITIQUE EN FRANCE

par Victor CONSIDERANT

1836

QUESTION POLITIQUE ET EN PARTICULIER DES ABUS DE LA POLITIQUE ACTUELLE.

CHAPITRE PREMIER: *SUR LES ERREURS PRATIQUES DE LA POLITIQUE.*

Première partie: *De ce que l'on doit entendre par la Politique, et de l'indifférence que l'on commence à avoir pour elle.*

Je vais marcher sur des charbons ardents, - non pas pour me conformer à mon épigraphe, - mais parce que je veux parler sur les choses Politiques, et que je veux le faire franchement, nettement, sans déguiser ma pensée. Si les pensées sont vraies, si les idées sont justes, si les raisonnements sont concluants, c'est là ce qu'il faudra savoir et dont on doit s'enquérir. Qu'importe le reste? si l'on trouve ici des vérités utiles, faudra-t-il repousser ces vérités parce qu'elles ne sont pas d'accord avec telle ou telle manière de voir?

Tout homme, en venant au monde, apporte au fond de son cœur le sentiment inné de la justice et l'amour de la vérité. Ces sentiments ne s'oblitérent pas dans le cœur; seulement, de nos jours, ils restent habituellement au fond; ils ne se montrent au dehors que par moments, quand la volonté les évoque. On comprend ce qui est juste et vrai, quand on le désire. Nous serions heureux que le lecteur voulût bien se mettre dans cette disposition pour trois heures, - le temps de lire cet écrit. Il s'agit d'opinions, de théories, d'idées, à juger c'est donc l'esprit calme du juge, non l'esprit passionné de l'homme de Parti, qu'il conviendrait d'apporter ici.

Après ce court préambule, que l'on me pardonnerait certainement si je disais la raison pour laquelle je t'ai fait, - nous pouvons aborder notre sujet. Entrons donc dans les buissons d'épines.

La Politique, entendue avec tout le monde, dans le sens actuel et pratique du mot, désigne ici pour nous l'ensemble des théories ou opinions belligérantes, relatives aux principes constitutifs du gouvernement, ou aux différents systèmes administratifs qui se disputent les portefeuilles, pour le plus grand bien de la nation, sans doute, - puisque les assaillants de ces portefeuilles et ceux qui les défendent, ne s'entendant sur aucun autre point, s'entendent toujours sur celui-là.

C'est un fait avéré, certain, que, aujourd'hui et comparativement à des époques qui ne sont pas encore bien éloignées de nous, la Politique a perdu beaucoup de son importance et de son autorité; une grande quantité de ceux qu'elle comptait, il y a peu d'années, parmi ses dévots ardents, ne sacrifient plus maintenant à ses autels qu'avec tiédeur et seulement par habitude: d'un autre côté, des Idées d'un ordre différent sont en germe dans la plupart des bons esprits qui sont tournés vers l'avenir et à qui l'avenir appartient.

Ceci est un fait: la Presse politique le signale elle-même chaque jour, elle s'en plaint amèrement; elle appelle cela une coupable indifférence pour les intérêts du pays; elle trouve que c'est un grand malheur, et nous comprenons fort bien qu'elle juge la chose ainsi.

Deuxième partie: De la question, de savoir si l'indifférence croissante en matières politiques est un mal, ou un bien, et ce que c'est qu'un Parti.

Cependant, - pour ceux qui n'ont pas un commerce de denrée politique à soutenir; qui n'ont à vendre au poids, à l'aune ou à la page, aucune des matières de consommation journalière à l'usage de la *République*, de l'*Opposition*, de la *Légitimité* ou de la *Quasi-légitimité*; pour ceux-là, disons-nous, il n'en saurait être de même; il est fort possible, en effet, que ces derniers se soient aperçus qu'il n'y a pas grand-chose de bon à tirer pour la *Nation*, pour la *Liberté*, pour l'*Ordre*, pour le bien-être de tous, des querelles que se font ces quatre opinions, leurs journaux et leurs innombrables nuances, à propos des intérêts de l'*Ordre*, de la *Liberté* et de la *Nation*; car ils débitent sur tout cela force belles paroles qui ne sont malheureusement pas accompagnées de résultats, à moins que ce ne soient des résultats fort déplorables et fort subversifs.

Ainsi, en admettant comme nous qu'il serait très malheureux et très triste que l'amour du bien public se retirât des cœurs et son zèle des esprits, il se pourrait faire néanmoins qu'on vît avec joie la désertion qui se manifeste dans le domaine de la *Politique*, et le discrédit où tombent les controverses constitutionnelles et administratives, si l'on comprenait que ces controverses, loin d'être favorables au bien public, à l'*Ordre*, à la *Liberté* et au *Progrès*, retardent au contraire et compromettent toutes ces bonnes choses.

Si bien qu'en faisant appel au bon sens purement et simplement, comme nous croyons le faire ici, il ne s'agit plus pour juger la question en litige avec ceux qui commercent en denrée politique, que de savoir si le bien public exige que l'on augmente, active et soutienne la consommation et la circulation de cette denrée, ou s'il est intéressé, au contraire, à ce qu'on laisse tomber paisiblement cette branche d'affaires dans le discrédit qui se manifeste naturellement sur elle en ce temps-ci.

La question est bien simplifiée quand elle est posée dans ces termes nouveaux, et nous désirerions qu'elle fût présentée ainsi dans quelques uns des articles que la *Presse* émet surabondamment sur ce sujet. Mais ce n'est pas comme cela qu'elle entend les choses.

Chaque *Parti* politique, chaque opinion politique a la prétention, d'abord, d'avoir en main la *Justice*, l'*Ordre*, la *Liberté* et en définitive le bonheur de la France; peut-être même irait-on jusqu'à celui de l'Europe, mais ça n'est pas aussi sûr. Au reste quand nous employons le mot *Parti* et opinion politique entendons bien que nous ne voulons pas caractériser un être réel existant; un parti, c'est une pure entité, un être de raison, quelque chose de vague et d'insaisissable, composé de beaucoup de gens qui ont plusieurs mois communs et servant de point ralliement dans les batailles de la *Presse*, et de la conversation, pendant ou après dîner. Mais qu'il y ait dans les partis des idées communes, qu'il y ait quelque unité de pensée, qu'il y ait même des idées arrêtées, des doctrines précisées et positives, c'est ce que personne n'a jamais vu encore; de telle sorte que quand nous disons le parti A, B, C, D,... nous voulons dire l'ensemble des personnes qui ont étiqueté sous le nom du parti A, B, C, D, etc... leur opinion personnelle.

Or, on ne peut pas se figurer combien sont divergentes et peu d'accord entre elles les idées de toutes les personnes qui ont mis à leur opinion individuelle l'étiquette commune. Ces opinions sont si peu liées, elles forment si peu corps de doctrine qu'il n'y a même pas, parmi les deux ou trois cent mille français qui jouissent d'une opinion politique, un sot acceptant passivement l'opinion de son journal (il en est bien quelques uns de cette sorte dans le nombre), qui, nonobstant, n'ait la prétention décidée d'avoir son opinion à soi. «*Monsieur, j'ai mon opinion à moi, je vous prie de le croire*». Si vous contestiez cela à votre interlocuteur, il se regarderait comme insulté; et cette formule si tranchée renferme bien l'idée que l'opinion à soi est une opinion faite par soi, qui a origine en soi, et qui diffère positivement de celle des autres...

Troisième partie: Comment il y a trois cent mille moyens de rendre la France heureuse; et, subsidiairement, du caractère de la Science politique..

Dès lors, vous voyez qu'il n'y a pas quatre moyens de rendre la France heureuse, comme on aurait pu

l'entendre tout à l'heure quand nous parlions de quatre Partis, mais deux ou trois cent mille au moins; c'est beaucoup; nous pourrions dire que c'est trop: et, sans doute, un seul qui serait bon vaudrait mieux.

Parlant raison, il est certain que pour tout homme de sens, l'existence simultanée dans un pays de deux ou trois cent mille opinions politiques différentes, prouve que la science politique n'est pas constituée dans ce pays. N'y eût-il que six, que quatre opinions belligérantes si vous voulez, leur lutte, leur combat, prouverait encore la même chose, car, enfin, il n'y a pas six ou quatre opinions chimiques, six ou quatre opinions astronomiques, géométriques, algébriques, etc..., dans toutes les parties de ces différentes branches où la science est faite. Mais, dira-t-on, dans de pareils ordres de choses, il était bien plus facile de constituer la science que dans l'ordre politique. Nous répondons que quand cela serait, ce n'est point ce dont il est question ici. Nous ne disons pas qu'il est plus ou moins difficile de constituer la science politique que telle ou telle autre science, nous établissons seulement d'une manière péremptoire et indéniable qu'elle n'est pas constituée.

Ici pourtant, beaucoup de ceux qui ont leurs raisons pour cela, voulant à toute force éviter d'être face à face avec la question, cherchent encore à échapper par l'argumentation suivante; ils disent: *«qu'il n'en est pas de la science politique comme d'une science naturelle ou mathématique, où chacun accepte la vérité parce qu'elle ne blesse les intérêts de personne; qu'en politique les hommes n'acceptent pas la vérité quand elle est contraire à leurs intérêts, etc...»*. Cet argument est très répandu, car il est à l'usage de chaque Parti, de chaque opinion individuelle; même on peut dire qu'il est d'un usage facile et commode: vous savez bien qu'en Politique on passe les neuf dixièmes du temps des discussions à dire aux Partis adverses, que tout irait bien s'ils n'étaient pas là, à la traverse, avec leurs vils intérêts, leur corruption, leurs mauvaises passions, etc..., etc...; enfin, ce que vous avez lu cinq cents fois. Eh bien! ces beaux mouvements d'éloquence politique qui composent à peu près toute l'affaire, et qui sont commodes pour la composition d'un journal ou d'un discours parce que c'est toujours la même chose, ne sont rien que des traductions plus ou moins oratoires, et plus ou moins poétiques, de cet argument que nous disions tout à l'heure. Il est donc très répandu et fort employé, cela est vrai; - mais c'est un malheur, car il est bien mauvais.

En effet: prenons l'astronomie. Les mouvements des corps célestes sont l'affaire de l'astronomie. Avant qu'on eût trouvé la raison de ces mouvements, on avait sur eux mille systèmes faux, qui contrariaient plus ou moins les faits, rendaient compte des uns et non des autres; c'était le temps de l'astrologie. La science astronomique n'était pas constituée; il y avait alors anarchie dans les opinions qui différaient beaucoup et disputaient entre elles. Cette anarchie ne cessa que lorsque l'on eut trouvé la formule conforme à la vérité; et l'on reconnu qu'elle y était conforme, parce que, comprenant tous les faits astronomiques, elle satisfait à tous également. Ce fut ce jour-là seulement que la science astronomique fut constituée.

Ainsi une science est constituée quand on a découvert la formule qui comprend et lie tous les faits qui la concernant et satisfait également à tous à la fois. C'est là le caractère scientifique; quiconque a les moindres notions sur ce sujet le sait parfaitement; le simple bon sens suffit d'ailleurs pour le comprendre.

Or, si la Politique, comme elle le prétend elle-même, a pour objet les faits sociaux, les intérêts généraux et particuliers, il résulte incontestablement de ce que nous avons dit, que la science politique ne peut être constituée que par la découverte d'une formule qui contienne une loi de combinaison de ces intérêts, comprenant tous ces intérêts et les satisfaisant tous également.

Ce qui fait que, quand on soutient une théorie, en disant que, si elle est repoussée, c'est par les intérêts qui lui sont opposée et qu'elle froisse, cela revient exactement à dire que cette théorie est fausse, puisqu'elle laisse certains intérêts hors d'elle, les repousse et les sacrifie, pendant que le caractère de la formule politique véritable est de les satisfaire tous!

Et si l'on répond à ceci, toujours pour échapper à la logique, au bon sens et à la question, qu'il est impossible de satisfaire tous les intérêts, cela ne veut pas dire autre chose sinon que celui ou ceux qui parlent ainsi ne voient pas, ne connaissent pas le moyen capable de combiner tous les intérêts, de les satisfaire tous, et de plus, qu'ils se reconnaissent incapables de le découvrir, et par conséquent incompetents dans la question politique telle qu'elle doit être raisonnablement et humainement posée. Dès lors (à moins qu'on ne veuille se convertir à la raison, et par suite se mettre à chercher la formule dont nous parlons, ou écouter avec bonne foi ceux qui l'ont cherchée et qui prétendent l'avoir trouvée), on doit donner sa démission sur cet objet et se taire. Cela vaudrait mieux que de continuer à embrouiller et envenimer les choses par de sottes querelles, comme on le fait si bravement aujourd'hui.

Quatrième partie: *Qu'il est difficile de trouver ce que l'on ne cherche pas; et comment il se fait que l'on est tantôt pour le séné, tantôt pour la rhubarbe..*

Toujours est-il que si l'on convenait franchement que la science politique n'est pas constituée, que nos discussions de Parti et de Presse, ayant mal pris la question, et ne s'occupant qu'à se battre en brèche les uns les autres, ne sont pas en bonne voie pour arriver à solution, ce serait déjà un bon pas de fait; car, au lieu de continuer ces luttes ridicules, aveugles et malfaisantes, dans lesquelles on gaspille si misérablement de bonnes et belles facultés, on se mettrait à l'ouvrage pour constituer la science; on examinerait les bases de la question, qui sont les intérêts divers et aujourd'hui opposés; on étudierait leurs différentes exigences; on chercherait les moyens de les accorder entre eux. Vous comprenez de reste, sans doute, que cette disposition d'esprit est la seule qui puisse nous conduire à la découverte de ces moyens; car, enfin, tant que cette excellente partie de notre nature, qui nous fait un besoin de nous occuper des affaires publiques, ne servira qu'à exciter notre intelligence pour activer la querelle qu'ont entre eux les intérêts opposés, notre intelligence, tout occupée au combat des intérêts, ne sera pas en position de trouver les moyens de les accorder. Ce serait bien étrange qu'en s'occupant exclusivement à se faire la guerre les uns les autres on trouvât les conditions d'un bon traité de paix, favorable aux uns et aux autres! Il faudrait pour cela un miracle, et nous ne sommes plus au temps des miracles.

Ceci montre, au reste, l'origine de cette opinion irréfléchie, absurde, et par malheur si fort enracinée dans les esprits, que les intérêts qui disputent aujourd'hui ne sont pas susceptibles d'être amenés à l'accord par une meilleure combinaison des choses: il est simple que l'on ne croie pas à la possibilité de cet accord, quand on n'en a jamais cherché les conditions, quand au contraire on n'a travaillé qu'à perpétuer leur hostilité en consacrant tout le temps et toute l'intelligence à rendre cette hostilité plus vive et plus acharnée.

Voyez donc combien tous ces gens-là se trompent. Pour faire beau jeu à la Politique, supposons que les deux ou trois cent mille opinions se réduisent à deux seulement: d'un côté ceux qui ont mis le mot de Liberté sur leur drapeau, de l'autre ceux qui ont pris l'Ordre pour devise. Remarquons, d'abord, que ces opinions ne sont pas autre chose que l'expression de l'intérêt du Parti qui les met en avant, car vous voyez bien que dans nos agitations politiques ce sont toujours ceux qui ont l'avantage du moment qui sont pour l'Ordre; et ceux qui ont le désavantage, pour la Liberté. Quand la Légitimité était au pouvoir, elle demandait l'Ordre; aujourd'hui qu'elle n'y est plus, elle combat avec la République qui n'y est pas non plus, au nom de la Liberté; quand le parti libéral qui est au pouvoir aujourd'hui, et qui demande si fort l'Ordre, avait le dessous, son mot d'attaque était la Liberté, - on se le rappelle bien, puisqu'il n'y a pas plus de cinq ans de cela; - enfin, si la République qui a pris spécialement maintenant la Liberté sous sa protection, s'emparait demain du gouvernement, demain vous la verriez en œuvre de l'Ordre et occupée à faire un gouvernement suffisamment fort et respectable; on se souvient qu'elle n'y allait pas autrefois de main-morte. Notez, d'ailleurs, que nous ne nous occupons pas ici de savoir si elle serait forcée d'employer les moyens qu'elle employait alors, ou si elle en pourrait employer d'autres, - comme elle le désire sans doute: ce n'est pas la question: nous constatons seulement qu'elle se mettrait tout de suite à vouloir l'Ordre, et qu'elle ne serait pas assez sotte pour ne pas modérer quelque peu la Liberté des Partis qui voudraient la renverser.

C'est ainsi que les affaires varient.

Cinquième partie: *D'un vieux morceau de musique politique à deux voix.*

Les voilà donc, tantôt en haut, tantôt en bas, et vocalisant toujours ce même duo que nous savons par cœur pertinemment, j'ose le dire, depuis le temps qu'on nous le répète.

Voici ce duo: - *Amant alterna Mayence,*

CHŒUR DES AMIS DE L'ORDRE.

«Qui êtes-vous, vous qui nous attaquez? Les fauteurs du désordre et de l'anarchie! les ennemis des lois et du pays! les perturbateurs acharnés de l'Ordre public! vous êtes de misérables agitateurs, sans cesse occupés à échauffer, remuer et soulever les mauvaises passions! il faut pourtant que l'Ordre que vous attaquez avec rage et fureur se rétablisse; il faut des lois sévères pour vous tenir en bride. La révolte est toujours menaçante, vous entretenez toujours l'hydre de l'anarchie, vous paralysez sans cesse l'action propice d'un gouvernement qui veut le bonheur du pays... Il faut bien le mettre à l'abri de vos tentatives révolutionnaires,

il faut sauver l'État, sauver la France! il faut intimider les mortels ennemis du repos et de la paix! il faut les frapper d'une crainte salubre sans laquelle le gouvernement devient impossible, il faut les terrifier... » Finissons-en avec les factieux! etc..., etc...». Tout cela avec divers degrés de verve et d'éloquence, appropriés aux temps, aux lieux, aux circonstances du moment, et qu'il est inutile de distinguer ici.

À quoi les autres répondent:

CHŒUR DES AMIS DE LA LIBERTÉ.

«Ah! que vous êtes bien des infâmes, vous qui vous prélassiez au pouvoir et vous nourrissez des sueurs du peuple! Comme vous dévorez l'impôt! Comme vous vous jetez sur les trésors arrachés à la nation, à cette malheureuse France dont vous sucez effrontément le sang et les richesses! Vous êtes les ennemis mortels de la Liberté, du Progrès, de tout ce qui est bon et honnête! Vous vous engraissez là bien à votre aise, n'est-ce pas? La place est bonne au pouvoir, misérables sycophantes! Qu'avez-vous fait de vos principes, vous qui vous disiez les amis de la Liberté? vous les foulez aux pieds maintenant, renégats sans âme et sans cœur! À vous les places! à vous les honneurs et les richesses! à vous d'opprimer par la force brutale et d'y joindre la ruse et la corruption car tous les moyens vous sont bons; car vous êtes des gens sans moralité et sans conscience; car vous foulez aux pieds tout sentiment et toute justice! Ah! demander à des gens comme eux de la conscience et de la justice, autant vaudrait demander des moissons au désert, la vie à un cadavre! Holà! messieurs du pouvoir, il faut pourtant que cela finisse! Croyez-vous donc que le peuple que vous écrasez soit disposé à supporter longtemps encore votre honteux despotisme? Non, non! la mesure se remplit, elle sera bientôt comble et il faudra bien qu'elle répande. Le jour de la justice n'est pas loin! Allez, allez, vous n'êtes pas de taille à étouffer la Liberté! et, après tout, qu'êtes-vous? rien; une poignée de misérables, et il y a contre vous toute une nation généreuse qui est faite pour la Liberté, qui veut la Liberté! Ah! etc..., etc...».

(Le plus curieux est qu'il y a beaucoup de vrai de chaque côté).

Sixième partie: De diverses sortes de fruits de la politique.

Mais, bon Dieu! où voulez-vous donc que tout cela mène? Qu'est-ce que vous pensez tirer de tout cela? - De temps en temps, une révolution, une usurpation, une restauration, et puis des quantités de chartes et de constitutions! Des constitutions qui ne constituent rien du tout encore, qui déplacent ceux-ci et placent ceux-là; qui donnent de la tablature aux plumes des écrivassiers de journaux, des occasions pour varier le vieux thème que nous venons de dire; qui prennent un temps d'enfer aux amateurs des matières politiques; qui font fleurir les cabinets de lecture, et éteignent l'agriculture, l'industrie, les arts, le commerce; qui vous promettent l'ordre, la liberté, la justice, la vérité, la prospérité de la France, toutes sortes de merveilles, que sais-je? et qui vous donnent la guerre à l'intérieur, la guerre à l'extérieur, des doubléments et redoubléments d'impôts, des charges toujours croissantes. Tout cela nous perd notre temps, notre argent, et nous fait du mauvais sang, sans compter que cela nous en prend.

Pendant ce temps-là, il y a vingt-trois millions de pauvres gens qui labourent la terre comme des forçats; huit millions qui travaillent comme des galériens dans les ateliers et manufactures; qui paient, paient, et paient toujours; qui mangent de mauvais pain quand ils en ont; qui donnent leurs garçons à la conscription tous les ans, leurs filles aux grandes villes pour l'usage de ceux qui s'en servent; qui souffrent comme ont souffert leurs pères et ne font pas un pas sans que la misère ne se mette en route avec eux; enfin qui n'ont pas de meilleure perspective que l'hôpital quand la maladie les prend, et dont les enfants se gênent beaucoup pour les faire enterrer, s'ils n'ont pas travaillé le jour de leur mort. Ces trente-un millions de Français dont nous parlons ici sont bien de la nation, j'imagine, quoiqu'ils ne jouissent pas d'une opinion politique et s'en soucient peu; la Politique ne fait pas mieux aller leurs affaires, au contraire; et quand il arrive qu'elles ont un moment de mieux, c'est justement quand la Politique calmant un peu son zèle bruyant pour le bien public, laisse la nation respirer un instant en paix. Quand il y a quelque amélioration pour le peuple, ce n'est pas plus par les perfectionnements et les recrudescences de la Politique que par les recrudescences du choléra, mais c'est bien par les perfectionnements de l'industrie, de l'agriculture, et les recrudescences du travail productif.

Plus les discussions, luttes et batailles politiques sont vives, acharnées, brûlantes, plus les sources de la prospérité publique diminuent, et moins bien vont toutes les affaires, si ce n'est celles des écrivains de jour-

naux politiques, actionnaires de journaux politiques, faiseurs de journaux politiques, et de toute espèce de brochures, livres, pamphlets et commerces politiques. Après cela, vous direz: Il faut que la nation française, réputée si spirituelle, soit bien bête pour se laisser toujours, au grand toujours, leurrer, bafouer, mener, endoctriner et prendre son argent par ces gens-là. - C'est vrai, et nous sommes de votre avis.

Ensuite, nous ne disons pas que tous les journalistes et écrivains politiques ont pour but unique de nous prendre de l'argent. Nous nous disons seulement que c'est là toujours, en dernière analyse, que cela aboutit. Il y a parmi eux de très honnêtes gens; nous en connaissons quelques uns; il en est certainement qui croient, de bonne foi, être utiles à la France. Aussi, nous soutenons que ceux qui vont franchement sont des gens estimables. Ce n'est pas une raison, cependant, pour encourager leur erreur en contribuant à les y maintenir. On doit, au contraire, les aider à en sortir, en leur donnant les moyens de mieux employer leur temps, leur intelligence et leur zèle dont le principe est louable. Vous voyez bien qu'ils disent tous et toujours: *Il est temps d'en finir!* et ils n'en finissent jamais. Toujours des révolutions glorieuses, des glorieuses révolutions, des révolutions impérissables: il n'y a pas de nation qui pourrait y tenir.

Septième partie: *Du tort que la Politique a eu de séparer l'Ordre et la Liberté, et des boutons de la garde nationale.*

Voyez, au reste, comme la Politique (sur laquelle il convient de jeter tout le mal, et qui divise tant d'hommes réellement faits pour s'estimer et se comprendre) a mal emmanché son affaire, - passez-nous l'expression, - elle a fait deux camps, l'un pour l'Ordre, l'autre pour la Liberté; et puis, elle a cantonné dans ces camps les Partis qui n'en démarreraient pas pour un Empire, ou plutôt qui n'en voudraient démarrer que pour un Empire.

Nous savons bien qu'il est assez agréable et satisfaisant de se dire, - à part soi, - et même de dire tout haut, très haut, d'un côté: *«Nous sommes les vrais bons citoyens, nous, les hommes amis de leur pays, des lois, de l'Ordre; et nous n'avons pour ennemis que ces agitateurs à mauvaises passions qui seraient enchantés de bouleverser tout un pays pour assouvir leur ambition».*

Et de l'autre côté: *«Nous sommes, nous, les hommes du pays, du peuple, dévoués avant tout au bonheur de la nation, prêts à verser notre sang pour la conquête de ses droits; nous sommes et serons toujours les hommes de la Liberté, et nous n'avons, en face de nous, que ces misérables qui barrent là route au progrès, gouvernent par la corruption, vendent, trafiquent, pompent, sucent, etc..., etc...»*, enfin tout ce qu'on dit en pareille circonstance.

Cela est vrai, il est satisfaisant de se rendre cette justice de chaque côté; mais cela n'empêche pas que la Politique n'ait eu tort et très tort de mettre ainsi dans deux camps séparés et hostiles, l'Ordre et la Liberté. (Ici j'entends quelqu'un dire qu'à la révolution de juillet, on a écrit sur les corps-de-garde de la garde nationale: *Liberté-Ordre public*; et que ces deux mots se voient encore unis sur les boutons de cette même garde nationale; - nous ne nions pas le fait, nous disons même que cela était très bien, et prouvait de la bonne volonté, un excellent esprit et les excellents désirs de cette garde nationale qui a aimé et voulu cette devise. Pourtant, cela ne suffit pas; on a uni les deux choses sur les corps-de-garde et sur les boutons; on a bien fait, nous le répétons; mais la Politique n'a pas eu de respect pour cette manifestation, et les deux choses demeurent toujours séparées dans les Partis, quoique unies sur les boutons et sur les corps-de-garde. Voilà notre réponse: elle est conforme aux faits. - Revenons. Nous disions qu'il était important de ne pas établir un antagonisme entre l'Ordre et la Liberté, et nous avons deux raisons pour soutenir cette thèse.

Huitième partie: *Des raisons que l'on pourrait avoir de ne pas isoler l'Ordre et la Liberté.*

La première, c'est que si l'Ordre et la Liberté sont tous deux de bonnes choses, il ne faut pas avoir l'air de faire ainsi de la condition de triomphe de l'une, une condition de revers pour l'autre; car, si toutes deux sont bonnes, un Parti raisonnable serait celui qui prendrait également à cœur de les réaliser toutes les deux, et qui s'occuperait de trouver les conditions de leur co-existence; au lieu de se faire simplement de l'une, une arme contre ceux du Parti qui se fait une arme de l'autre.

La seconde raison que nous avons encore, c'est qu'en y regardant bien, on peut se convaincre que l'une,

loin d'être opposée à l'autre; par essence, lui est au contraire essentiellement et parfaitement nécessaire. Voici comment cela se voit:

D'abord, pour la Liberté: on sent bien que dans le désordre et dans l'anarchie, la Liberté est un mot qui n'est qu'une dérision quand on l'applique à ceux qui ne sont pas les plus forts, et qu'il n'a un sens que pour ceux qui ont le talon de leurs bottes ou la semelle de leurs souliers ferrés, de leurs sabots si vous voulez, sur la gorge des autres. Liberté, pour ceux-ci, veut dire tout simplement pouvoir d'empêcher que ceux qu'ils tiennent comme nous venons de dire, ne crient ou ne remuent trop fort; et pour ceux-ci encore, ceux-ci mêmes qui ont le talon de leur botte, leur soulier ferré ou leur sabot ainsi placé, le mot de Liberté n'a qu'une valeur de peu de durée, véritablement éphémère; car, comme ils ne peuvent pas avoir les muscles toujours tendus, les patients finissent toujours par se relever, mettre ceux de dessus, dessous, et leur rendre soulier ferré pour talon de botte, ou talon de botte pour soulier ferré. D'ailleurs, cette Liberté, indépendamment de ce qu'elle est éphémère, est une vilaine Liberté, et ne peut pas être réclamée dans une discussion entre gens du même pays qui sont suffisamment policés. On est déjà assez malheureux, quand on est le plus fort, d'être obligé de prendre cette Liberté-là pour contenir les autres, qui, sans cela, ne se soumettraient pas volontiers à l'Ordre que l'on a établi. - Voici donc qu'en l'absence de l'Ordre fondé sur l'harmonie naturelle ou artificielle, sur l'accord des intérêts, de l'Ordre consenti, volontaire et bien assis, la Liberté n'existe pas pour les intérêts opprimés, - quelle que soit la classe opprimée, haute ou basse -; et que la Liberté de mauvais aloi des oppresseurs elle-même ne peut pas durer, si toutefois la nécessité où ils sont de surveiller et comprimer sans cesse, peut s'appeler pour eux de la Liberté.

L'Ordre produit par l'accord des intérêts, - et c'est là seulement ce que l'on peut appeler Ordre, - est donc la condition sine qua non de la Liberté.

D'un autre côté maintenant, il est palpable que la Liberté est la condition même de l'Ordre; car les hommes et les intérêts qui ne sont pas libres se sentent plus ou moins gênés, contraints, opprimés; s'ils se sentent gênés, contraints, opprimés, ils souffrent; ils sont donc, par position même, portés à réagir contre la cause de leurs souffrances, contre la domination qui leur est imposée. Ils menacent donc perpétuellement l'Ordre: le désordre se fait donc jour partiellement, à chaque instant, ici et là, à droite et à gauche, par des frottements, des résistances, des émeutes, des révoltes, jusqu'à ce que la réaction devenant de plus en plus puissante, il ait enfin la force de faire sa révolution.

Alors, c'est le tour des autres.

Et puis, l'Ordre en l'absence de la Liberté, cet Ordre qui opprime plus ou moins, n'est pas un Ordre de bon aloi, comme nous le disions tout à l'heure pour la Liberté.

Ainsi, en l'absence de la Liberté, point d'Ordre véritable, point d'Ordre stable même, (à moins d'une énorme compression sur laquelle nous ne devons pas spéculer).

La Liberté est donc la condition de l'Ordre, comme l'Ordre est la condition de la Liberté.

De plus, l'Ordre et la Liberté ne peuvent résulter absolument que de la parfaite harmonisation des intérêts; ou, - si vous ne voulez pas l'expression absolue, mais seulement l'expression relative: - on ne peut faire des conquêtes progressives, dans le sens de l'Ordre et de la Liberté, qu'au furet à mesure qu'on sait réaliser l'accord d'un plus grand nombre d'intérêts.

L'Ordre et la Liberté sont donc parfaitement corrélatifs à la nature de la combinaison des intérêts sociaux, et sont la conséquence de l'état même de cette combinaison; si bien que si vous-supposiez une nation où l'harmonie des intérêts serait parfaite, l'Ordre et la Liberté seraient absolus dans cette nation; et si vous supposez une nation dans laquelle, au contraire, les intérêts sont tous parfaitement opposés, le désordre y sera parfait et la Liberté nulle.

CHAPITRE DEUXIÈME: *SUR LES ERREURS THÉORIQUES DE LA POLITIQUE.*

Première partie: *Que l'on se querelle souvent pour un malentendu.*

Tout ceci est si clair qu'il n'est personne qui ne l'ait pensé au moins une fois dans sa vie, et qui ne soit disposé à en convenir avec nous. Comment se fait-il donc que l'on en reste à des disputes aussi étroites et peu sensées que celles dans lesquelles se complaisent si malheureusement nos partis politiques et leurs verbeux organes? Par quel fatal entêtement voyons-nous toujours les partisans dévoués de la Liberté aux prises avec les amis de l'Ordre qui est la condition de la Liberté; et réciproquement les partisans de l'Ordre en guerre avec les amis de la Liberté qui est la condition de l'Ordre? Il faut bien qu'il y ait là-dessous un malentendu, et ce malentendu ne provient d'autre chose, sinon qu'au lieu de s'occuper de la recherche des moyens nécessaires pour réaliser l'alliance des intérêts, profitable à tous les intérêts, on s'occupe exclusivement à maintenir et à activer leur lutte, qui n'est guère profitable qu'à ceux qui trafiquent de cette lutte.

Au reste, nous autres qui, - sans vanité, car c'est chose bien plus facile qu'on ne pense et il ne faut pas grand talent pour cela, - pouvant profiter de l'erreur générale, et partager les produits des ferrailleurs politiques en nous engageant dans la lutte, venons demander au contraire, - chose peu lucrative et bien moins facile dans l'état actuel des esprits, - que l'on se calme un peu pour écouter la raison; nous autres, dis-je, nous cherchons si peu à en imposer en parlant ainsi, que nous n'avons qu'à prier les hommes de sens d'écouter le langage des faits qui se produisent sous nos yeux.

Les faits, d'accord parfaitement avec la critique que nous nous permettons sur l'action funeste de la Politique, prouvent tout justement que dans nos querelles si mal conduites, ce sont précisément les chevaliers de la Liberté qui, par leur manque d'un respect suffisant pour l'Ordre, compromettent toujours le plus gravement la Liberté; tandis qu'au contraire les champions de l'Ordre compromettent sans cesse l'Ordre par leur manque d'égards suffisants envers la Liberté. Voyez:

La Restauration, - nous pourrions aussi bien remonter à 8ç, car c'est toujours la même chose, - la Restauration voulant se faire un gouvernement fort, et tenant trop peu de compte des exigences des amis de la Liberté, se mit un beau matin à faire de l'Ordre trop vigoureusement: qu'en résulta-t-il? Elle fit une révolution. On la chassa comme elle méritait.

Le parti de la Liberté vint donc au pouvoir en Juillet; et, quoi qu'on en puisse dire, tout le monde sait bien au fond qu'on eut alors une Liberté politique assez prononcée, car, enfin, à moins d'avoir la Liberté de renverser le gouvernement sans qu'il lui fût permis de lever le petit doigt pour se défendre, on put alors et tout dire et tout faire.

Dans cette conjoncture, que firent ceux qui se chargèrent d'être les curateurs de la Liberté? - Ce qu'ils firent? Mon Dieu, vous le savez; beaucoup de sottises; ils se conduisirent comme des écoliers.

Deuxième partie: *Comment auraient pu raisonner les Partis opposants, s'ils avaient eu l'idée de parler raison; et du tort que l'Opposition, qui est pour la Liberté, a fait à la cause de la Liberté.*

D'abord les plus décidés commencèrent par s'en prendre au principe monarchique, de ce que la France n'était pas devenue un pays de cocagne, par la vertu du glorieux combat des trois jours, du voyage de Charles 10 à Cherbourg, de la commotion industrielle et commerciale que produisit cette petite secousse et du *qui vive* de guerre dont elle fit donner la consigne dans toutes les nations de l'Europe. On s'était monté la tête et le cœur sur les *conséquences de la révolution de Juillet*, cela provenait d'un bon désir sans doute; on aurait voulu voir se réaliser pour le pays les rêves que l'on avait dans la tête, les espérances que l'on portait dans son cœur. Mais parce que les espérances du bien-être, de l'Ordre, de la Liberté, de la prospérité publique et particulière, sont dans le développement harmonique et convergent de l'agriculture, de l'industrie, de l'éducation, dans l'Association des intérêts, dans la combinaison concordante des rapports sociaux, et que le coup de pavé de Juillet, fait tout *politique*, ne pouvait produire qu'un *résultat politique*, un remaniement constitutionnel, et non pas une nouvelle et meilleure *combinaison sociale*, fallait-il donc si vite se jeter dans un tourbillon de haines grossières et sauvages, traiter les gouvernants, les ministres, le roi, les chambres, tous les pouvoirs enfin, comme pas un manant n'a jamais traité son âne, son chien, son bœuf, sa femme ou son enfant?

Cette révolution de Juillet était une bonne expérience. Il y avait manière d'en profiter: je suppose que les amis du Progrès, du Peuple et de la Liberté, eussent dit ceci, par exemple:

«Nous nous étions figuré que la Politique était toute l'affaire: c'étaient les journaux, qui ne sont pas assez désintéressés dans la question pour être des juges infaillibles, qui nous avaient mis cela dans la tête. Nous avons cru de bonne foi qu'il suffisait d'écrire des principes libéraux sur une feuille de parchemin pour que tout allât au mieux; nous en avons fait dans cette partie-là, en trois jours, plus que nous n'espérions en faire avec les avec les aînés en trente ans. Les aînés sont partis; c'est eux qui l'ont voulu, - et nous un peu aussi, - tant mieux: c'était une race entêtée, vieille, stupide et bigote, que les étrangers nous avaient ramenée dans leurs fourgons au jour de nos revers. - Ceux-ci parlent français; nous sommes passablement libres pour le moment, nous avons mis dans la Charte le principe de la souveraineté du peuple ou à peu près; et cependant tout ne va pas encore aussi bien que nous l'aurions cru, par suite d'un pareil progrès. C'est que peut-être la prospérité et le bonheur de la nation dépendent de quelque autre chose encore que de la Politique et de la constitution. Voyons, remontons un peu aux sources de la prospérité; ne nous enfonçons pas, tête baissée et yeux fermés, dans la Politique, sans prendre garde au reste; cherchons les moyens positifs et pratiques des améliorations sociales. Si nous parvenions à les trouver, - et il faut bien les chercher pour cela, - et que nous fissions une France riche, prospère, libre et heureuse, ce serait d'une belle propagande en Europe et sur le monde et notre France serait bien plus encore la grande nation par la Paix donnée au monde, que par la guerre qu'elle lui a si rudement faite.

Et puis, après tout, si les hommes que la marée des trois jours a amené au pouvoir, et qui ont été pour nous les prêtres de la Liberté, nos idoles des quinze ans, se montrent maintenant moins en amour de la Liberté qu'alors; de bonne foi, quelle autre garantie que notre parole d'aujourd'hui, - pareille à la parole qu'ils donnaient hier, - avons-nous à offrir à la France? En conscience nous ne pouvons pas l'engager dans une révolution nouvelle pour nous mettre au Pouvoir, quand nous n'avons à lui offrir encore en garantie que notre parole, notre moralité, notre patriotisme, - solides sans doute, et fort supérieurs au patriotisme et à la moralité des autres, mais qui cependant ne vaudraient pas un système bien arrêté, bien précisé, qu'on pourrait présenter à la France, discuter, juger, et dont l'application serait indépendante de la valeur de ceux qui le proposent. Donc étudions les choses; allons au fond et tâchons de nous entendre sur un plan».

Je vous demande un peu si ceci n'eût pas été sage et bien raisonné! Eh! bon Dieu, si nos gouvernants sont les ennemis-nés du pays, du progrès, de la liberté, de son bonheur et de sa gloire, de toutes les bonnes choses, - dont on nous dit tant de mots et si peu les moyens, - nous le verrons bien. Quel meilleur procédé peut-il exister au monde pour leur faire opposition, pour les paralyser, *pour rendre chacun d'eux à son domicile particulier et à ses occupations domestiques*, que de chercher un bon plan d'organisation des choses qui intéressent tout le pays; un bon système là, bien établi, qu'on puisse montrer à tout le monde, en prouvant à tout le monde qu'il est dans ses intérêts? Si votre système est bon, il doit augmenter le bonheur commun, la prospérité commune; il n'a donc rien à prendre à personne, et dès lors il ne peut qu'avoir beaucoup d'amis et point d'ennemis. Entendez-vous là-dessus; montrez-nous cela; faites-nous le comprendre et nous l'accepterons. Sommes-nous donc tous si sots que nous nous coalisions sans raison contre notre propre bien? Encore une fois, dites à la France ce qu'il lui faut; travaillez à le lui faire entendre, si vous le savez, et elle le prendra et vous remerciera. Si les ministres et leurs amis s'y opposaient, nous ne voyons pas pourquoi ils feraient pareille sottise, - eh bien! alors on les remercierait aussi...

C'est que, peut-être, vous ne savez pas encore clairement ce qu'il faut à la France, car si vous le saviez, vous ne pourriez pas le si bien cacher qu'on en voit un peu quelque chose; - alors, mes amis, que demandez-vous? Qu'on fasse encore du bruit pour vous mettre où ils sont? Eh! à quoi bon? ils sont aussi bien là que vous pourriez y être, je vous assure: sans compter encore que si vous y étiez, vous nous donneriez une fière besogne avec nos voisins, nous qui avons tant à faire chez nous?

C'est comme cela qu'il fallait raisonner? mais pas du tout! *L'Opposition* a bavardé à oreille, que veux-tu. Ses orateurs, ses avocats, toutes ses capacités enfin, au lieu de travailler à la recherche de la chose que nous disions, ont fait un tapage d'enfer à la tribune et dans les journaux. Ils ont attaqué à tort et à travers; ils n'ont pas fait grâce à leurs adversaires d'une seule mesure, fut-elle excellente au fond, ils ont exercé dans toute sa rigueur la doctrine du *«Timeo Danaos et dona ferantes»* (*), qui pouvait être bonne au siège de Troie à propos d'un cheval de bois, mais qui était hors de saison les années dernières à propos de nos affaires; enfin, ils ont tant crié qu'ils ont étourdi tout le monde et qu'on ne veut plus les écouter. - Voilà pourtant ce que l'on gagne à n'être pas raisonnables. Vous nous avez tant de fois dit que la Charte était violée,

(*) Littéralement: *«Je crains les Grecs qui vous apportent des cadeaux»*. Référence au siège de la ville de Troie, et au cheval qui va avec, selon *l'Énéide* de Virgile. Autre façon moins populaire de parler de *«cadeaux empoisonnés»*. (Note A.M.).

que les ministres étaient des misérables, des criminels, que sais-je? que vous avez usé tous ces moyens, - très bons sans doute dans les grandes occasions, - mais dont il faut user sobrement comme de toutes les meilleures choses. Ah! c'est bien vous-mêmes qui avez gâté la partie. On ne fait plus compte de ce que vous dites quand il serait important que l'on vous écoutât; et il vous arrive chaque jour maintenant ce qui arrive au menteur quand il trouve occasion de dire la vérité; on ne le croît plus. - Ainsi l'opposition qui est surtout pour la Liberté, s'est justement mise dans l'impuissance de la préserver contre les envahissements du pouvoir. Est-ce habile?

Troisième partie: *Des grands dommages que la République, qui est amie de la Liberté, a faits à la cause de la Liberté.*

Quant à la République, c'est elle, surtout, qui se pique d'amour pour la Liberté! Ce mot l'enivre, elle en est folle. Eh bien! il est arrivé de là ce qui arrive de tout amour par trop exclusif, excessif et déraisonnable; cet amour a été fatal à son objet.

Voyez, en effet: la République, qui a bon cœur au fond, sans aucun doute, mais qui est assez ignorante par éducation, trop portée au genre déclamatoire par habitude, trop cavalière dans ses allures, trop cas-sante par nature, et d'une humeur encore plus belliqueuse qu'un enfant à qui on vient de donner son premier tambour; la République s'en prit tout d'abord, et de tout, au principe monarchique. A peine le vent de Juillet eut-il fait tourner un nouveau gouvernement, qu'elle fit comme Don Quichotte et s'attaqua à ce moulin à vent.

Si je la compare ici à ce pauvre chevalier, qui était très brave, comme elle, et animé, comme elle aussi (je parle de la masse jeune du Parti), des plus généreuses intentions, c'est qu'il y a bien des raisons pour établir la ressemblance: d'abord, la bravoure et la générosité, égales de part et d'autre, comme je viens de dire? puis, de part et d'autre, cette malheureuse manie de tout attaquer, moulins à vent, outres, principe monarchique, lions, conducteurs des lions, conducteurs de la chaîne des galériens, ministres, troupeaux de moutons, pairs, députés, enfin, tout ce que l'un et l'autre rencontraient sur leur passage, soit debout, soit assis; - et cela, nous le répétons encore, avec les plus généreuses intentions du monde. Quand la République n'est pas occupée à pâmer d'amour pour l'humanité, il faut qu'elle querelle, qu'elle attaque, exactement comme son si honnête prédécesseur qui avait toujours sa grande lance au poing et sa rossinante entre les jambes, sitôt qu'il ne faisait plus de cabrioles et d'extravagances à propos de sa princesse.

Don Quichotte aurait pu faire des malheurs, la République a eu le malheur d'en faire, voilà une différence: mais l'un et l'autre parlaient aussi sensément que tout le monde sur tous les sujets qui ne touchaient pas à la corde malade; et comme Don Quichotte a fini par se guérir, il faut espérer qu'un jour viendra qui ajoutera à l'histoire du Parti cette dernière et heureuse ressemblance avec l'histoire du héros.

Quoi qu'il en soit de l'avenir, ces messieurs de la République ont tant fait des pieds et des mains, des griffes et des dents, ils ont tant crié, tant menacé, tant fait les terribles; leurs journaux, leurs sociétés, tous leurs organes de vie et d'action, ont manifesté tant d'aveugles colères et si peu de sens, ils se sont roulés dans tant de dégoûtantes orgies d'injures, de haines sauvages, de brutales calomnies; ils ont si bien ouvert sous leur drapeau un asile pour toute chose subversive; ils ont si bien mis à découvert leur mépris pour l'Ordre et pour toute espèce de pouvoir établi; ils ont tant de fois prêché la révolte, échauffé, provoqué ou protégé la hideuse émeute, qu'ils ont fini pour donner à tout ce qui a sou et maille, ou seulement amour de la tranquillité dans la nation, la plus profonde frayeur pour ce mot de République qui précisément parce qu'il est sonore et ne correspond à rien du tout, - avait assez de chances de succès en France.

Mais le malheur n'est pas que beaucoup d'honnêtes gens se soient pris d'horreur en France pour ce mot de République; le vrai malheur, c'est que ces messieurs ont si souvent prononcé le mot de Liberté dans leurs saturnales de plume, de parole et de combat, et qu'ils ont fait un si triste usage de la Liberté que nous avons tous, que les bourgeois en sont arrivés à croire que tout le mal était dans la Liberté. Je ne sais si les gouvernants ont compris cela comme les bourgeois; toujours est-il qu'ils ont agi comme s'il en était ainsi, et ils ont merveilleusement exploité le sentiment pour monter à cheval sur la Liberté et lui mettre le frein entre les dents.

Qui est-ce qui n'est pas convaincu dans son âme et conscience que l'on n'aurait jamais obtenu ni même osé proposer, ou seulement pensé à demander la loi d'omnipotence ministérielle sur les associations, l'inter-

diction de la discussion du principe constitutionnel; la nouvelle juridiction d'amour sur la Presse, le système des interprétations, les monstrueux cautionnements, etc..., si l'on ne se fût servi de l'association pour lever et organiser effrontément des armées régulières avec mot d'ordre, plan de campagne, contributions de guerre, et annonce du combat pour le jour où les cadres seraient au complet et les recrues suffisamment exercées et montées, enfin, pour quand on serait prêt; si l'on ne se fût servi de la Presse pour développer monstrueusement toutes les mauvaises passions et remuer tous les ferments de haine: si l'on n'eût fait, de la discussion des principes constitutionnels, une provocation incessante et passionnée à la révolte; si l'on n'eût envahi par la force brutale le beau domaine de la parole et de l'intelligence; si l'on n'eût passé par-dessus toutes les barrières dressées contre le dévergondage des idées et des actes; si l'on n'eût enfin établi les batteries de brèche et dressé les échelles d'assaut contre tout pouvoir resté debout. La Liberté que nous avions était bien peu de chose, car ce n'était encore que de la Liberté politique; c'était une raison de plus pour que ses amis ne la missent pas sur le dos par leurs folies. N'est ce pas là l'histoire de l'image populaire collée aux murs des cabarets, qui porte cette légende: *Crédit est mort; les mauvais payeurs l'ont tué.*

Ceci est-il conforme aux faits, oui ou non? N'est-il pas vrai que les tendances de l'opinion qui étaient toutes à la Liberté il y a cinq ans, ont opéré un changement de front; que les esprits préoccupés alors des intérêts de la Liberté, se sont préoccupés plus tard du danger de ses écarts? Vos irrévérences envers l'Ordre ont donc été bien fatales à la Liberté, puisqu'elles ont créé dans des esprits prédisposés à l'aimer, la réaction qui s'est opérée si rapidement pendant ces cinq ans, et qui vient de se concrétiser dans les lois votées en un temps de galop à la fin de la session dernière. Ces lois-là sont le fruit de vos sottises, c'est vous qui les avez engendrées dans l'opinion, - et le gouvernement n'a pas même eu besoin de forceps pour opérer l'accouchement.
